

BVGer E-3421/2023 vom 15. Mai 2023

Bundesverwaltungsgericht, 2023-05-15, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_E-3421_2023_d20230515

FR: TAF E-3421/2023 du 15 mai 2023

IT: TAF E-3421/2023 del 15 maggio 2023

Regeste

Exécution du renvoi (réexamen) | Exécution du renvoi (réexamen); décision du SEM du 15 mai 2023

Erwägungen

E. 18

avril 2023, ainsi que deux documents se rapportant à l'intégration scolaire de leur fils aîné, que dans sa décision du 15 mai 2023, le SEM a en substance considéré que leurs problèmes de santé respectifs n'étaient pas suffisamment graves pour s'opposer à l'exécution de leur renvoi, que s'agissant de leur fils aîné, il a rappelé qu'il se trouvait à un âge où il dépendait encore fortement de ses parents et demeurerait en mesure de s'adapter facilement à un changement d'environnement, que dans leur recours, les intéressés contestent cette analyse, rappelant notamment que leur renvoi irait à l'encontre de l'intérêt supérieur de leurs trois enfants et exposerait ces derniers, en particulier E._____, à des difficultés de développement sérieuses, qu'ils produisent des attestations concernant la prise en charge de cette enfant, établies le 31 mai 2023, ainsi que des documents concernant le dépôt d'une demande AI déposée en faveur de celle-ci, qu'ils rappellent en outre que l'exécution de leur renvoi dans leur pays d'origine les placerait dans une position d'extrême vulnérabilité compte

E-3421/2023 Page 6 tenu notamment des céphalées invalidantes dont souffre la recourante et des conflits les opposant à leurs familles respectives, que force est d'emblée de constater que la situation familiale et sociale des recourants au Kosovo n'est pas nouvelle, en ce sens qu'elle a déjà été invoquée et dûment examinée tant par le SEM que par le Tribunal dans les précédentes procédures (cf. arrêt du TAF E-6645/2018 du 11 janvier 2019 p. 5 s. ; E-714/2016 du 10 février 2016 p. 7 et E-2590/2014 du 11 juin 2014 consid. 3.3.3), qu'il ne convient dès lors pas d'y revenir, qu'il en va de même s'agissant des affections psychiques (troubles dépressifs) et physiques (céphalées notamment) dont souffre la recourante qui n'ont pas évolué de manière significative et ont été prises en compte dans l'arrêt du Tribunal du 10 février 2016 précité ainsi que dans la décision du SEM du 8 octobre 2020, que le seul fait réellement inédit avancé par les recourants dans le cadre de leur troisième demande de réexamen est la naissance de leur enfant E._____, en mai 2021, laquelle est atteinte d'un trouble du spectre autistique, d'une microcéphalie légère, d'un retard de croissance ainsi que d'un trouble alimentaire (en cours d'investigation), que ces affections semblent être connues ou, du moins suspectées depuis fin août 2022 déjà, de sorte que la question de la recevabilité de ce motif se pose (cf. art. 111b al. 1 LAsi), que cette question peut toutefois souffrir de demeurer indécise dans la mesure où ces troubles, bien qu'ils soient sérieux, ne nécessitent, en l'état, pas de traitement pointu ou particulièrement complexe susceptibles de faire obstacle à l'exécution du renvoi, que, selon les pièces au

dossier, la prise en charge actuelle de l'enfant consiste en un suivi pédiatrique régulier ainsi qu'un soutien socio-éducatif comportant en particulier de la logopédie, de la physiothérapie et de l'ergothérapie (cf. attestations du service de pédiatrie du F. _____ et du G. _____ du 31 mai 2023), que plusieurs bilans et examens sont encore en cours au G. _____, afin d'évaluer l'enfant et de poser un diagnostic précis,

E-3421/2023 Page 7 que selon les spécialistes en charge de son suivi, il est certes à prévoir qu'E. _____ aura besoin d'un accompagnement médical, éducatif et pédagogique sur plusieurs années en raison de ses troubles, que ses médecins émettent du reste certaines craintes en lien avec un renvoi au Kosovo, considérant qu'à ce stade, celui-ci impliquerait, "dans le meilleur des cas, un retard dans son diagnostic et sa prise en charge qui pourraient être délétères pour son développement et ses futures capacités intellectuelles" (cf. attestation du service du F. _____ précitée), que cela dit, comme l'a relevé le SEM dans sa décision, le Kosovo dispose d'infrastructures médicales adéquates permettant la prise en charge des soins médicaux essentiels, que les recourants ont du reste reconnu, dans leur recours, qu'ils pourront obtenir, gratuitement, un diagnostic pour leur fille auprès de la (...) à Pristina (cf. mémoire de recours, p. 10), qu'il existe en outre plusieurs organisations non gouvernementales sur place qui proposent des services de prise en charge pour les enfants avec des troubles autistiques, notamment l'Association nationale de l'autisme, qu'il peut dès lors être attendu des recourants qu'ils entreprennent les démarches nécessaires auprès de celles-ci pour que leur fille E. _____ obtienne, dès leur retour, un encadrement médical et éducatif analogue à celui entamé en Suisse, que le fait que cette prise en charge n'atteigne le cas échéant pas les standards de qualité élevés ayant cours en Suisse n'est pas décisif, qu'à admettre, comme les recourants le soutiennent, qu'ils seraient obligés de financer seuls le suivi de leur fille au Kosovo, l'Etat n'accordant aucune aide, rien n'indique qu'ils ne seront pas en mesure de les assumer, que rien ne suggère en effet que le recourant, qui est jeune et apte à travailler, sera dans l'incapacité de subvenir aux besoins de sa famille à son retour, ce malgré les inquiétudes et l'anxiété qu'il semble éprouver en lien avec son important investissement dans la prise en charge de ses enfants, en particulier de sa fille (cf. p. 3 du mémoire de recours ainsi que le rapport non daté se référant à une consultation psychothérapeutique chez un médecin de l'association H. _____ du 14 avril 2023),

E-3421/2023 Page 8 que comme constaté en procédure ordinaire, les recourants n'ont pas établi être privés du soutien de la famille du recourant établie au Kosovo (cf. arrêts E-2590/2014 consid. 3.3.3 et E-6645/2018), qu'au surplus, la fourniture d'une aide au retour adéquate, sous forme notamment d'une assistance financière (art. 93 al. 1 let. d LAsi), est aussi de nature à favoriser leur réinstallation, les intéressés pouvant de même déposer une demande en vue d'obtenir, pour quelques temps, une prise en charge du suivi spécialisé de leur fille conformément art. 73 ss OA 2 (RS 142.312), que, partant, rien n'indique qu'un retour au Kosovo pourrait priver la fille des recourants d'un suivi adapté à ses troubles et, a fortiori, mettre son développement sérieusement en danger, étant encore souligné que, selon la pédagogue qui suit la famille, cette dernière serait "très investie" auprès de l'enfant (cf. attestation du G. _____ du 31 mai 2023 précitée), que, s'agissant de la durée de leur séjour en Suisse et du "déracinement" qui résulterait de la mise en œuvre de l'exécution de leur renvoi pour leurs enfants, les intéressés ne sauraient s'en prévaloir de bonne foi, en tant que cet état de fait résulte avant tout de leur refus répété, durant neuf ans pour la recourante, respectivement quatre ans pour son mari, de se conformer aux décisions exécutoires des autorités suisses, qu'à ce sujet, selon la jurisprudence, le temps passé dans

la clandestinité ou au bénéfice d'une simple tolérance ne doit normalement pas être pris en considération, ou alors seulement dans une mesure très restreinte (cf. en ce sens l'arrêt du TF 2C_647/2016 du 2 décembre 2016 consid. 3.1 et jurispr. cit ; voir également l'arrêt du Tribunal E-2495/2019 du 8 novembre 2019, p. 10), que cela dit, il n'existe en l'occurrence pas de circonstances individuelles particulières inédites, qui rendraient l'exécution du renvoi inconciliable avec l'intérêt supérieur des enfants C._____(...), D._____(...) et E._____(...), tel que protégé par l'art. 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE, RS 0.107), que cette disposition ne fonde pas en soi un droit à une autorisation de séjour, respectivement à une admission provisoire déductible en justice, mais représente uniquement un des éléments à prendre en compte dans la pesée des intérêts à effectuer en matière d'exigibilité du renvoi (cf. ATAF 2009/51 consid. 5.6),

E-3421/2023 Page 9 qu'en l'espèce, si les enfants des recourants sont tous nés en Suisse – où l'aîné est scolarisé et semble s'être bien intégré – ils se trouvent cependant toujours à un âge où ils restent dépendants des soins et de l'encadrement prodigués par leur parents et sont ainsi imprégnés par la culture d'origine de ceux-ci, que le facteur lié à la déstabilisation d'enfants aussi jeunes en raison du changement de pays n'est pas pertinent, en l'absence d'un déracinement d'avec leur pays d'origine au sens que donne à cette expression la jurisprudence (cf. ATAF 2014/26 consid. 7.6 ; 2009/51 consid. 5.6 ; 2009/28 consid. 9.3.2 et réf. cit.), que, s'agissant plus particulièrement de l'aîné, tout indique qu'une fois passées les premières difficultés liées à sa réinsertion, il pourra poursuivre son cursus scolaire sans se voir exposé à des obstacles insurmontables, propres à mettre en danger son développement, étant précisé à cet égard qu'il ressort des moyens de preuve déposés par les intéressés devant le SEM que la famille parle albanais à la maison (cf. notamment le rapport initial d'ergothérapie concernant E._____), que partant, l'exécution du renvoi ne viole pas le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, ancré à l'art. 3 par. 1 CDE, lequel ne saurait, à lui seul, dans les circonstances du cas d'espèce, conduire à l'octroi aux intéressés d'une admission provisoire en Suisse, que pour le surplus, l'art. 23 CDE – auquel les intéressés se sont référés dans leur écriture – du fait de sa formulation générale et vague, constitue en réalité une norme de portée essentiellement programmatique, qui n'est en principe pas directement justiciable (self-executing) indépendamment d'autres dispositions légales plus précises, conférant un véritable droit subjectif à la fille des recourants (cf. ATF 137 V 167 consid. 4.8 et jurispr. citée), que dans ces conditions et faute pour les intéressés de s'être prévalus de toute détérioration décisive de leur situation, en particulier sous l'angle médical ou personnel, l'exécution du renvoi demeure raisonnablement exigible (art. 83 al. 4 de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers et l'intégration [LEI, RS 142.20]), qu'a fortiori, cette mesure est donc licite (art. 83 al. 3 LEI),

E-3421/2023 Page 10 qu'en définitive, le recours ne contient aucun argument pertinent de nature à remettre valablement en cause le bien-fondé de la décision attaquée, qu'aussi, c'est à bon droit que le SEM a rejeté la demande de réexamen du 3 mai 2023, qu'en conséquence, le recours est rejeté dans la mesure de sa recevabilité, que, s'avérant manifestement infondé, il l'est dans une procédure à juge unique, avec l'approbation d'un second juge (art. 111 let. e LAsi), qu'il est dès lors renoncé à un échange d'écritures, le présent arrêt n'étant motivé que sommairement (art. 111a al. 1 et 2 LAsi), qu'avec le présent prononcé, la demande d'octroi de l'effet suspensif au recours devient sans objet, que les conclusions du recours étant d'emblée vouées à l'échec, la demande d'assistance judiciaire partielle est rejetée (art. 65 al. 1 PA), qu'il y a lieu de mettre les frais de procédure à la charge des recourants,

conformément aux 63 al. 1 PA et 2 et 3 let. a du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral (FITAF, RS 173.320.2),

(dispositif : page suivante)

E-3421/2023 Page 11 le Tribunal administratif fédéral prononce :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.